



ROSA LUXEMBURG STIFTUNG

Bureau Régional Afrique de l'Ouest
Sotrac-Mermoz, Villa N°43
B.P. 25013-Dakar- Fann / SENEGAL
Téléphone: (+221) 33 869 75 19
E-Mail : info.dakar@rosalux.org

13 Juillet 2020

Appel à propositions : Etude sur les « Alternatives pour la paix au Burkina Faso »

Rosa Luxemburg Stiftung - une fondation politique allemande proche du parti de gauche allemand DIE LINKE – intervient en Afrique de l'Ouest depuis 2008 et a établi un bureau régional permanent à Dakar en 2010. Elle organise des dialogues politiques nationaux, régionaux et internationaux et soutient la recherche thématique dans la perspective d'un monde plus juste. Plus précisément, la fondation travaille avec des organisations de la société civile afin de renforcer la participation démocratique ainsi que la justice sociale et environnementale. Elle est particulièrement engagée dans le domaine de l'éducation politique, qu'elle définit comme la capacité des individus à comprendre et à agir dans leur société, leur histoire et leurs relations avec le monde.

Le Bureau RLS Afrique de l'Ouest a publié l'année dernière l'étude de Rahmane Idrissa: « [Le Feu à la Paille : Burkina Faso dans la Zone de Conflit](#) ». Cette étude est un point de départ pour les recherches futures que le bureau RLS Afrique de l'Ouest cherche à lancer. L'auteur a résumé ses conclusions comme suit : « L'étude soutient que les causes de la situation sont extérieures au Burkina et résident dans une confrontation entre le salafisme militant et la guerre occidentale contre le terrorisme. Mais les raisons de l'enracinement des conflits relèvent d'enjeux structurels liés à la géopolitique interne du Burkina, à son économie politique et à la formation de son État ». Les recommandations de l'auteur se concentrent sur les problèmes structurels internes, c'est-à-dire la revitalisation de l'État régalien et l'élaboration d'un nouveau modèle pour la société.

L'étude a été critiquée car elle réduit les intérêts « occidentaux » à la « guerre contre le terrorisme ». Nonobstant le fait que cette critique soit valable ou non, de nouvelles recherches devraient être basées sur une compréhension globale des intérêts occidentaux et de l'histoire et la poursuite des politiques impérialistes, en particulier par l'ancienne puissance coloniale, la France, au Burkina Faso et dans la région du Sahel au sens large.

En outre, la situation au Burkina Faso évolue rapidement et de nouveaux développements doivent certainement être pris en compte.

Un autre point de départ est le texte de Jan van Aken "[Left perspectives on civil crisis prevention](#)"¹.

Ce texte jette les bases d'une approche de la gauche politique allemande pour prévenir et intervenir dans les crises et les conflits violents. La RLS est une organisation allemande de la gauche politique.

Ce document fait appel à des propositions qui cherchent à concrétiser les approches et recommandations énoncées dans les documents susmentionnés. Les auteurs doivent répondre à plusieurs mais pas nécessairement à toutes les questions des domaines d'intervention suivants. Nous prévoyons de contracter plusieurs articles traitant de différents ensembles de questions car nous sommes conscients qu'il est impossible pour un auteur de couvrir tous les aspects ci-dessous :

1. Revoir de manière critique les résultats de Rahmane Idrissa: Que pouvez-vous valider? Où êtes-vous en désaccord?
2. Comment l'émergence de la crise sécuritaire au Burkina Faso peut-elle être liée aux relations économiques et politiques et aux interventions avec l'Union européenne et ses États membres à long terme depuis l'indépendance.
3. A qui de l'extérieur profite en termes économiques et géopolitiques la crise ? A qui profite dans le pays les conflits ? Quels sont les groupes d'intérêt internes qui soutiennent les groupes armés ?

Sur les options de Politique Allemande :

4. Le 29 mai 2020, le Bundestag allemand a non seulement étendu le déploiement de troupes au Mali dans les missions de la MINUSMA et de l'EUTM, mais a également convenu d'étendre le rayon de fonctionnement de la mission de formation de l'UE à tous les pays du G5-Sahel, dont le Burkina Faso. : Comment les Burkinabè évaluent-ils cette action ? Quels sont les moyens potentiels de mettre en œuvre cette décision ? Quels sont ses effets positifs et négatifs potentiels?
5. Quelles mesures complémentaires ou alternatives possibles le gouvernement allemand (y compris la coopération allemande au développement) pourrait-il prendre pour s'attaquer aux causes profondes du conflit (en référence au document van Aken)? Quelles seraient ses contributions vis-à-vis des options politiques du gouvernement du Burkina Faso (voir questions 8-12)?
6. Que pourraient apporter les Acteurs non étatiques en Allemagne ?
7. Que pourraient apporter les Acteurs non étatiques d'Allemagne travaillant au Burkina Faso ?

Options politiques pour le gouvernement du Burkina Faso

8. Idrissa recommande de développer un État régalien fort (p. 54 et suiv.) et décrit certaines réformes dans ce sens. À quoi ressembleraient ces réformes en détail et quels organismes et ministères auraient besoin de les mettre en œuvre ? Que doit faire le gouvernement pour permettre à ces agences, etc. de les mettre en œuvre ?

¹ Une traduction française sera publiée prochainement et pourra être mise à disposition sur demande.

9. Quelles sont les propositions politiques au gouvernement burkinabé pour transformer l'économie d'une source de conflit à une source de coopération, à la fois en interne et dans la grande région du Sahel ?
10. Que peut faire le gouvernement burkinabé pour mettre fin à la militarisation des habitants ? Quelle politique doit être menée vis-à-vis des groupes d'autodéfense comme le Koglweogo ou le Dozo? Ces derniers pourraient-ils jouer un rôle positif en assurant la sécurité et en gérant les conflits en réduisant leurs violentes escalades ? Comment évaluer la loi établissant le statut de volontaire de défense patriotique concernant ses effets potentiels ?
11. Comment l'exploitation minière artisanale peut-elle être traitée politiquement afin qu'elle cesse d'être le déclencheur de fréquents affrontements violents ?
12. Quelles sont les implications régionales du conflit au Burkina-Faso ?

Options pour les acteurs au Burkina Faso en dehors du gouvernement et pour la société civile

13. Comment résoudre les conflits fonciers qui sous-tendent souvent les conflits ruraux? Dans ce contexte: faut-il réviser la loi foncière rurale de 2009 et si oui, comment?
14. Quelles sont les contributions potentielles de la société civile burkinabé ? Nous avons un intérêt spécifique mais non exclusif pour les organisations et mouvements de la société civile suivants et ce qui peut leur être recommandé :
 - Balai Citoyen
 - CGT-B
 - ODJ
15. Quel rôle les organisations religieuses et les chefs religieux peuvent-ils jouer ? Un discours théologique autour de la libération ou de la théologie contextuelle (chrétienne et musulmane) peut-il être utile ?

Les propositions doivent être envoyées à claus-dieter.koenig@rosalux.org au plus tard le 31 août 2020.

Les auteurs doivent indiquer laquelle des questions ci-dessus ils souhaitent aborder. Ils doivent énoncer leurs thèses (hypothèses) et décrire comment celles-ci seront testées / validées / argumentées.

Les contributions individuelles ne doivent pas dépasser 20 000 mots. Les honoraires suivront le schéma applicable de la RLS, Bureau Afrique de l'Ouest. Les auteurs doivent indiquer avec leur proposition quelle rémunération ils attendent.

Nous nous attendons à ce que plusieurs auteurs examinent chaque partie des questions sous différents angles. Les auteurs se réuniront dans un atelier d'auteurs comme première étape pour finaliser les concepts des études ultérieures.